Voy. 68/96

John Carter Brown
Library
Brown University

The John Carter Brown Library
Brown University
Purchased from the
Louisa D. Sharpe Metcalf Fund

42

MÉMOIRE
SUR
LES COLONIES AMÉRICAINES,
SUR LEURS RELATIONS POLITIQUES AVEC LEURS MÉTROPOLES,
ET
SUR LA MANIERE DONT LA FRANCE ET L'ESPAGNE

Ont dû envisager les suites de l'indépendance des Etats-Unis de l'Amérique.

Par feu M. TURGOT, Ministre d'État.

A PARIS,
De l'Imprimerie de du Pont, Député de Nemours à l'Assemblée Nationale, hôtel de Bretonvilliers, Isle Saint Louis.

1791.

AVERTISSEMENT.

LORSQU'IL fut question au Conseil d'Etat de prendre le parti qui a décidé l'indépendance des États-Unis de l'Amérique, et préparé la Révolution française, le Roi voulut que tous ses Ministres lui donnassent leur opinion par écrit.

On réimprime celle de M. TURGOT.

Les vues profondes de ce grand homme paraissent utiles à rappeller au moment où notre Législature est obligée de prononcer sur ce qui intéresse nos Colonies.

MÉMOIRE

SUR

LA MANIÈRE

DONT LA FRANCE ET L'ESPAGNE

Doivent envisager les suites de la querelle entre la Grande-Bretagne et ses Colonies.

---

6 avril 1791.

M. LE Comte de Vergennes m'a communiqué, de la part du Roi, un Mémoire sur les suites qu'on peut prévoir des dissensions actuelles entre les Colonies Angloises et leur métropole, sur les inquiétudes que la France et l'Espagne peuvent en concevoir, et sur les précautions que la prudence peut suggérer aux deux Couronnes dans ces circonstances.

Il m'a fait savoir en même-temps que Sa Majesté desiroit que je lui donnasse mon avis par écrit. Pour obéir aux ordres du Roi, je hazarderai mes réflexions, les subordonnant aux

lumières et à l'expérience de M. le Comte de Vergennes.

Ce Ministre se fixe dans son Mémoire à trois objets principaux.

1°. Il fait envisager sous quatre points de vue différens, les conséquences possibles de la querelle de l'Amérique, dans les différentes suppositions qu'on peut former sur la manière dont elle se terminera.

2°. Il expose le danger où se trouveroient, dans le cas d'une invasion, les possessions de la France et de l'Espagne dans le nouveau Monde, et les motifs de craindre une puissance accoutumée à abuser de ses forces, souvent sans consulter la justice, ni même la prudence.

3°. Après avoir indiqué la possibilité de prévenir cette puissance, (en profitant de ses embarras actuels pour l'attaquer, si d'un côté nos moyens encore trop peu préparés, et de l'autre l'esprit de modération et de justice des deux Monarques n'écartoient toute idée d'aggression) le Mémoire développe la nécessité de fixer par un plan certain, concerté entre les deux Couronnes, les précautions à prendre pour prévenir les malheurs possibles; il finit par quelques considérations sur les différentes mesures qu'on peut proposer.

Je ne puis mieux faire que de suivre le même ordre dans mes réflexions.

I.

M. le Comte de Vergennes met en problême, et ce me semble avec grande raison, si les deux Couronnes doivent desirer l'assujétissement ou l'indépendance des Colonies Angloises. Il remarque, avec non moins de raison, qu'il n'est peut-être pas dans l'ordre de la prévoyance humaine de prévenir, ni de détourner, les dangers qui peuvent résulter de l'un ou de l'autre évènement. Cette remarque me paroît d'autant plus juste, que quel que soit ou doive être à cet égard le vœu des deux Couronnes, rien ne peut arrêter le cours des choses qui amenera certainement tôt ou tard l'indépendance absolue des colonies angloises; et par une conséquence inévitable, une révolution totale dans les rapports de l'Europe avec l'Amérique.

Il ne peut y avoir de doute que sur l'évènement du moment, et ce sont les dangers du moment qu'il faut peser.

Le Mémoire présente quatre suppositions, dont la disjonctive renferme en effet toutes les manières dont on peut prévoir l'issue de la guerre commencée en Amérique.

La première est celle d'une conciliation, par laquelle le ministère anglois sentant l'insuffisance de ses moyens, abandonneroit le projet d'imposer les colonies, et les remettroit dans le même état où elles étoient en 1763, avant qu'il fût question du fameux acte du timbre.

Il est probable que le nouveau ministère, dont ce changement seroit l'ouvrage, chercheroit à pallier aux yeux du roi et de la nation la honte d'un pareil traité, et à tirer parti des dépenses faites pour porter en Amérique des forces prodigieuses, en employant ces forces à des conquêtes brillantes et utiles qui satisfissent l'orgueil et l'avidité des Anglois.

Comme des quatre évènemens possibles et prévus, ce premier est celui qui ameneroit le danger le plus cruel et le plus difficile à détourner, c'est aussi celui dont il faut tâcher de calculer le plus soigneusement la probabilité en lui-même et quant à l'époque ; c'est celui qu'il faut sur-tout envisager dans le plan de précautions auquel il est question de se fixer. Cette discussion doit donc faire le principal objet de la troisième partie de ces réflexions, elle doit terminer ce Mémoire.

La seconde supposition est que le roi d'Angleterre, en conquérant l'Amérique Angloise,

s'en fasse un instrument pour subjuguer l'Angleterre européenne.

J'observe que la conquête de l'Amérique angloise sera un bien grand ouvrage. C'en sera un, peut-être encore plus difficile, que l'asservissement de l'Angleterre par les forces de l'Amérique subjuguée. Je doute même que l'on pût y réussir en flattant la haine et la jalousie nationale par une guerre dont la durée formeroit les Anglois au joug, et dont le succès le leur feroit supporter.

Certainement le ministère ne subjuguera pas les colonies sans des efforts violens et continus, qui ne peuvent manquer d'épuiser ses forces et ses ressources, de grossir la dette nationale, peut-être de forcer la banqueroute, ou du moins de la préparer tellement qu'un nouvel effort la rende entièrement inévitable. Il y a lieu de croire que la banqueroute nationale briseroit les ressorts actuels du gouvernement britannique, et le priveroit de la plus grande partie de ses moyens pour agir à l'extérieur, et pour dominer dans l'intérieur.

Il pourroit très-bien arriver qu'en remettant toute la force nationale dans la main des propriétaires des terres, elle diminuât beaucoup la prépondérance de la cour, et rendît la constitution britannique plus solidement républicaine

qu'elle ne l'est aujourd'hui, d'autant plus que cette classe d'hommes, non moins attachés à la liberté que tous les autres Anglois, forme lapartie de la nation la moins corrompue, et en même-temps la moins susceptible des illusions dont on éblouit la vanité ou l'avidité du peuple, pour entraîner l'Angleterre dans des entreprises supérieures à ses forces, ou contraires à ses véritables intérêts.

L'Amérique soumise ne deviendra pas pour cela dans les mains du roi d'Angleterre, un instrument docile dont il puisse se servir pour soumettre la métropole à son tour. Les Saxons, pliés au despotisme allemand, pouvoient grossir l'armée du roi de Prusse qui venoit de les vaincre; les Anglo-Américains, enthousiastes de la liberté, pourront être accablés par la force; mais leur volonté ne sera point domptée. La conquête de l'Amérique pourra bien n'être assurée que par la ruine totale du pays, et alors même il resteroit une ressource aux colons, celle de s'enfoncer et de se disperser dans les immenses déserts qui s'étendent derrière leurs établissemens. Les armées européennes tenteroient en vain de les y poursuivre, et du fond de leurs retraites, ils seroient toujours à portée de troubler les établissemens que l'Angleterre voudroit conserver sur leurs côtes.

L'Angleterre, en ruinant l'Amérique, perdroit tous les avantages qu'elle en a tirés jusqu'ici, et dans la paix et dans la guerre. Dans la paix : car l'immense débouché de ses manufactures est le plus sûr aliment de son commerce : on ne vend qu'à ceux qui ont le moyen d'acheter, et les Américains ruinés ne consommeroient plus que très-peu de chose. Dans la guerre : car la métropole perdroit les forces de toute espèce qu'elle a employées avec tant d'avantage à conquérir toutes nós colonies : elle seroit obligée, pour agir, de transporter d'Europe, avec des frais et des risques immenses, tout ce qu'elle trouvoit dans ses colonies américaines.

Si ce n'est pas par une dévastation universelle que l'Amérique est réduite à plier sous le joug, si la population, la culture, l'industrie, l'activité se conservent dans les colonies, les colons conserveront aussi leur courage ; ce sera un ressort qui ne restera courbé qu'aussi long-temps que la main de l'oppression s'appésantira sur lui avec un effort toujours le même. Il faudra que l'Angleterre continue de s'épuiser pour entretenir en Amérique une force militaire toujours en activité ; et de quelles forces n'aura-t-elle pas besoin ? l'on peut en juger par l'immense étendue du pays qu'elle auroit à contenir, et par la haine profonde et invétérée

que cet état violent nourriroit dans le cœur des habitans.

Les troupes que l'Angleterre entretiendroit en Amérique s'accoutumeroient peut-être bientôt à regarder comme leurs concitoyens, des gens qui ont la même origine, le même langage, et au milieu desquels le soldat et l'officier vivroient. Si pour prévenir cet effet inévitable du séjour trop prolongé des mêmes corps, l'Angleterre prend le systême de les relever souvent, quelle nouvelle dépense pour le double transport des troupes qui vont et de celles qui reviennent ! Combien celles-ci ne seront-elles pas diminuées par la désertion, si facile dans un pays ouvert et immense, dont tous les habitans la favorisent, et où tout déserteur est assuré d'un établissement préférable à tout ce qu'il quitte ! L'Angleterre aura-t-elle assez de troupes pour couvrir ainsi sa conquête de garnisons, continuellement renouvellées ? Voudra-t-elle, pourra-t-elle soudoyer toujours des troupes allemandes ? En trouvera-t-elle toujours ? Augmentera-t-elle ses forces de terre au risque de diminuer ses forces navales, si nécessaires pour maintenir son pouvoir à une grande distance ?

Des forces de terre plus nombreuses sont sans doute le moyen le plus sûr pour élever

l'autorité royale ; mais quand on use avec excès de ce moyen, l'épuisement des finances qu'il entraîne, énerve cette même autorité. D'ailleurs l'Angleterre étant constituée comme elle l'est, l'éducation, les mœurs, les opinions publiques, les intérêts de tout ce qui a quelque puissance concourant à inspirer à tout Anglois le plus violent attachement à la liberté, il seroit impossible que le roi d'Angleterre trouvât, dans ses ministres, une volonté constante et sincère de le servir dans son projet. Il éprouveroit continuellement du défaut de zèle ou de la mauvaise volonté. Les ordres qu'il donneroit seroient mal exécutés ; toutes les précautions pour retenir l'Amérique sous le joug se relâcheroient ; son ministère se partageroit, ou succomberoit sous les efforts de l'opposition ; cette opposition ne seroit pas, comme aujourd'hui, le parti de quelques enthousiastes, conduits par les ambitieux qui veulent renverser les ministres pour se mettre à leur place ; toute la nation avertie du danger, s'y rallieroit, et deviendroit l'alliée de l'Amérique pour l'aider à secouer le joug du roi.

En vain la cour voudroit détourner l'orage par une guerre étrangère ; quels succès pourroit-elle espérer ? Si elle dégarnissoit ses colonies pour attaquer celles de France et d'Espagne,

l'Amérique ne prendroit-elle pas ce moment pour se délivrer de l'oppression ? Ne deviendroit-elle pas sur-le-champ l'alliée de la France et de l'Espagne ? Peut-être aujourd'hui une attaque de la part des deux puissances contre l'Angleterre produiroit-elle la réunion des colonies avec la métropole, parce que le lien des anciens préjugés d'attachement pour la mère-patrie, d'aversion pour ses ennemis, n'est pas encore rompu ; mais ce lien s'affoiblit tous les jours dans le cours de la guerre. La conquête et l'oppression qui succéderoient, le détruiroit encore plus promptement. La seule crainte d'abandonner les colonies à leur mauvaise volonté, tiendroit enchaînée la plus grande partie des forces britanniques occupées à contenir les Américains : la France et l'Espagne déployeroient au contraire leurs forces en liberté.

Il y a une entreprise à laquelle il seroit aujourd'hui absurde de penser, et qui peut-être, dans de pareilles circonstances, deviendroit non-seulement possible, mais raisonnable. Je parle du projet de reprendre le Canada. Il nous est aujourd'hui très-avantageux que l'Angleterre le possède. C'est parce que les Américains n'ont pas vu derrière eux d'ennemis qui pussent les inquiéter, qu'ils ont senti leur force et la

possibilité de se rendre indépendans. Le Canada nous a été à charge, parce qu'il étoit toujours trop foible pour se soutenir par lui-même contre les efforts réunis de l'Angleterre et de ses Colonies, qui le voyoient avec jalousie lorsqu'il étoit nécessairement leur ennemi. Mais l'Amérique opprimée par l'Angleterre, et impatiente de reprendre sa liberté, auroit le plus grand intérêt de nous voir rentrer en possession du Canada; ce seroit un allié qui prendroit la place d'un ennemi. Ce seroit une voie ouverte pour recevoir, par notre moyen, toutes sortes de marchandises, et se soustraire au monopole de l'Angleterre. Le Canada s'enrichiroit et se peupleroit par ce commerce; en lui donnant une administration municipale qui l'attacheroit de plus en plus, il se suffiroit à lui-même, et ne nous seroit plus qu'utile sans nous rien coûter. Lorsque les colonies angloises auroient recouvré leur liberté, le pis-aller seroit que le Canada devînt aussi moins dépendant et se gouvernât lui même sous la protection de la France, ce qui n'auroit aucun inconvénient.

Quoi qu'il en soit de cette idée, je crois toujours pouvoir conclure de la discussion à laquelle je me suis livré, que la conquête et l'asservissement des colonies angloises par l'Angle-

terre seroit, de toutes les suppositions qu'on peut faire sur l'évènement de cette guerre, celle qui présenteroit aux deux couronnes la perspective de la tranquillité la plus longue et la plus solidement établie, puisqu'elle seroit fondée sur l'impuissance absolue où seroit l'Angleterre de former aucune entreprise. Si ma façon de voir à cet égard est juste, si le succès complet des vues du ministère anglois est précisément ce que la France et l'Espagne peuvent désirer de plus heureux ; il en résulte que le projet de ce ministère est le plus extravagant qu'il pût concevoir, et c'est ce dont peu de personnes douteront.

La troisième supposition est que le ministère anglois, battu sur le continent de l'Amérique, cherche un dédommagement aux dépens de la France et de l'Espagne, ce qui effaceroit à la fois sa honte, et lui donneroit un moyen de conciliation avec les insurgens auxquels il offriroit le commerce et l'approvisionnement des îles.

J'avoue qu'il me paroît difficile que le gouvernement anglois succombant dans ses plans hostiles contre les Colons, succombant vraisemblablement, après des efforts pénibles et dispendieux qui auront considérablement affoibli ses moyens, se détermine tout-à-coup à multiplier

multiplier ses ennemis, et à former de nouvelles entreprises au moment qu'il aura perdu un point d'appui, qui seul en pourroit rendre le succès vraisemblable. Les Colons se trouveroient d'autant plus libres d'affermir leur indépendance et de chasser entièrement de chez eux les troupes angloises. Il est fort douteux qu'ils laissassent tranquillement leurs ennemis faire des conquêtes dans leur voisinage, et plus douteux encore qu'ils les leur laissassent garder, et qu'ils ne cherchassent pas à s'unir pour faire cause commune avec les nouveaux Colons que l'Angleterre seroit obligée de répandre dans ces nouveaux établissemens. Si donc le gouvernement pouvoit se livrer à de nouvelles entreprises, ce ne seroit qu'après avoir conclu la paix avec ses colonies et en joignant leurs forces aux siennes, ce qui rentre absolument dans la première supposition qui sera discutée par la suite.

La quatrième supposition est que la guerre se termine par l'indépendance absolue des colonies angloises. Plus la guerre traîne en longueur, plus cette supposition paroît devoir se réaliser, et peut-être a-t-elle déjà beaucoup de vraisemblance. Cet évènement sera certainement l'époque de la plus grande révolution dans le commerce et la politique,

non-seulement de l'Angleterre, mais de toute l'Europe. Il est impossible de prévoir dans ses détails l'effet immédiat d'un si grand changement. Il dépendra beaucoup de la consistance que pourra prendre la constitution nouvelle de gouvernement que les colonies seront obligées de se donner; il est possible, sur-tout si la guerre est longue, que les généraux prennent trop d'ascendant par la gloire qu'ils auront acquise, par l'enthousiasme qu'ils auront su inspirer à leurs soldats. Il est possible que n'osant pas encore former des projets pour asservir un peuple enivré de la liberté qu'il vient de recouvrer par son courage, ils essayent de perpétuer leur pouvoir et de se préparer de loin une plus haute fortune, en insinuant à leur république naissante le goût des conquêtes. On peut cependant augurer de la prudence qui paroît avoir jusqu'ici présidé à la conduite des Américains, du courage et des lumières répandues parmi eux, et de leur confiance dans les sages conseils du célèbre Franklin, qu'ils auront prévu le piége, qu'ils sauront s'en garantir, qu'ils songeront avant tout à donner une forme solide à leur gouvernement, que par conséquent ils aimeront la paix et chercheront à la conserver.

Ils n'auront pas besoin de conquérir pour

vendre les denrées dont ils sont surchargés. Il leur suffiroit d'ouvrir leurs ports à toutes les nations qui s'empresseroient de leur porter tout ce qu'ils ont besoin en échange de leur superflu. Le parti le plus sage pour eux, seroit peut-être de s'en tenir là; car tant qu'ils auront des terres à offrir aux accroissemens de leur population, les salaires seront toujours trop chers parmi eux pour qu'ils puissent établir des manufactures en concurrence avec les nations européennes; et les mêmes bras qu'ils voudroient y employer le seront bien plus utilement, et pour la colonie et pour l'homme lui-même, à la culture des terres. Par la même raison, ils devroient être peu jaloux d'ici à long-tems d'avoir une navigation très-active. Cependant ils sont Anglois d'origine; il est difficile que l'habitudes des opinions nationales, ne grossisse pas à leurs yeux les avantages de cette branche d'industrie et de forces. D'ailleurs ils auront besoin de vaisseaux pour se défendre contre les gênes que la métropole voudra toujours mettre à leur commerce, même après avoir renoncé à les subjuguer par terre. Jusqu'à ce que leur indépendance ait été solemnellement reconnue, ils seront forcés d'avoir une marine pour se défendre,

précisément comme les Hollandois dans la naissance de leur république ont été obligés de se rendre une grande puissance maritime pour pouvoir résister à l'Espagne. Les colonies angloises ont déjà une nombreuse marine marchande toute montée, que les colons employent en partie à leur commerce direct avec la métropole, et même avec le reste de l'Europe, sous quelques restrictions imposées par la métropole. Mais le plus grand et le plus utile emploi de cette marine est le commerce que font les colons anglois avec les isles à sucre de la nation, et même en contrebande avec celles des autres nations.

L'Angleterre fera tous ses efforts pour se conserver le commerce exclusif de ses isles à sucre ; les autres nations voudront peut-être aussi arrêter le cours de la contrebande avec les colonies angloises ; et l'Angleterre et les autres nations entreprendront en cela une chose impossible. Les colonies à sucre ont par la nature du sol et de la culture, et par la forme de leur population une foule de besoins que les côtes de l'Amérique Septentrionale peuvent seules leur fournir, les bestiaux, les bois de chauffage et de charpente, etc. Aucune autre nation ne peut leur fournir

à un prix aussi avantageux les denrées les plus nécessaires à la vie, telles que le bled, les farines, et la morue qui sert à la nourriture des esclaves, etc.

Ces mêmes colonies à sucre n'ont par la nature de leur sol, de leur culture et de leur population, aucun des moyens qu'ont celles du continent septentrional pour entretenir une marine florissante; elles ne peuvent donc aller chercher elles-mêmes les objets de leurs besoins, elles ont donc le plus grand intérêt à les recevoir des Anglo-Américains qui ont le plus grand intérêt de les leur apporter. Par quels moyens les métropoles pourront-elles empêcher de deux mille lieues une contrebande à laquelle les colonies ont autant d'intérêt que les étrangers? Elles n'y réussiront point; si elles y pouvoient réussir, ce ne seroit que par des dépenses immenses qui surpasseroient tout le profit qu'elles croiroient tirer de leurs colonies, et dont tout le fruit seroit d'aliéner l'esprit des colons et de les rendre ennemis de la métropole. La contrebande se fera bientôt à main armée; et c'est alors que les Anglo-Américains, pour s'assurer la liberté du Commerce, deviendront guerriers, non pas pour conquérir les colonies à sucre, s'ils conservent quelque sagesse, mais

pour les aider à s'affranchir, s'allier avec elles et les incorporer à leur union. Les métropoles n'auront aucun moyen de s'y opposer, l'on peut en juger par la nécessité où l'on a été, même dans l'état actuel des choses, de consentir au commerce direct de nos colonies, avec les colonies du continent de l'Amérique, et d'assigner pour ce commerce deux points d'entrepôts, l'un dans l'isle Saint-Domingue, et l'autre auprès de la Martinique.

Point de milieu cependant; ou il faut se résoudre à faire la guerre pour se conserver le commerce exclusif des colonies à sucre, et quelle guerre? et avec quelle improbabilité de succès? ou il faut consentir de bonne grace à laisser à ses colonies une entière liberté de commerce, en les chargeant de tous les fraix de leur défense et de leur administration; à les regarder non plus comme des provinces asservies, mais comme des états amis, protégés, si l'on veut, mais étrangers et séparés.

Voilà où toutes les nations européennes qui ont des colonies, arriveront tôt ou tard, de gré ou de force. Voilà ce que l'indépendance des colonies Angloises précipitera inévitablement.

Alors l'illusion, qui depuis deux siècles

berce nos politiques, sera dissipée. C'est alors qu'on appréciera la valeur exacte de ces colonies, appellées par excellence colonies de commerce, dont les nations européennes croyoient s'approprier toute la richesse, en se réservant de leur vendre et de leur acheter tout exclusivement. On verra combien la puissance, fondée sur se sytême de monopole, étoit précaire et fragile, et peut-être s'appercevra-t-on, par le peu de changement réel qu'on éprouvera, qu'elle étoit aussi nulle et chimérique dans le tems même qu'on en étoit le plus ébloui. On calcule le produit de nos colonies à sucre par centaines de millions, et l'on a raison, si l'on compte la somme totale de leurs productions évaluées en argent; mais cette valeur appartient en entier aux colons, et non pas à la France, et c'est le profit réel de la France qu'il faut connoître. Il n'y a que trois manières de calculer le profit que fait une nation avec ses colonies.

D'abord par rapport au commerce de la nation en général.

La production et la consommation sont les deux termes de tous les échanges du commerce. Le producteur vend, le consommateur achette. Dans le commerce de la France

avec les colonies, elle achette de celles-ci le sucre, le café, le coton, l'indigo dont elle a besoin; elle vend à ses colonies les farines, les vins, les étoffes, les ouvrages manufacturés qu'elle produit ou qu'elle façonne. L'intérêt de la nation dans ce commerce est d'un côté de vendre le plus avantageusement possible les denrées produites de son sol, et les ouvrages de son industrie, de l'autre d'acheter au meilleur marché possible les objets de ses jouissances.

Je dis au meilleur marché possible; car quant à l'agrément d'avoir en abondance les différentes denrées que produisent les isles de l'Amérique, il est notoire que ces denrées sont tout aussi communes dans les états qui ne possèdent point de colonies que dans les autres.

Pour juger donc précisément de l'avantage qui revient à la France de posséder des colonies dont elle s'est réservé le commerce exclusif, il faut savoir si les denrés du cru, les bleds, les vins, les étoffes, s'y vendent à plus haut prix; si les cafés, les indigos, les cotons, s'y achettent à meilleur marché que dans les pays de l'Europe qui ne possèdent point de colonies, tels que les Pays-Bas Autrichiens ou la Suisse. Comme cette différence n'existe pas dans le

fait, comme le cultivateur et le manufacturier flamand ou suisse vendent tout aussi bien leurs denrées, comme ils se procurent celles de l'Amérique à un taux aussi avantageux, on peut en conclure que les producteurs et les consommateurs étrangers profitent des colonies autant que ceux de la nation qui croient les posséder exclusivement.

Le politique moderne a souvent envisagé le commerce des nations sous un autre point de vue ; elle s'est beaucoup occupée des profits de la classe particulière des citoyens qui font ce qu'on appelle *le commerce*, c'est-à-dire, qui s'entremettent entre les producteurs et les consommateurs pour acheter des uns ce qu'ils revendent aux autres, avec un profit qui représente le salaire de leurs peines, les fraix de garde et de transport, et l'intérêt des avances qu'ils sont obligés de faire pour acheter aujourd'hui ce qu'ils ne vendront que dans un temps éloigné et incertain.

Dans cette classe de commerçans, on a sur-tout distingué ceux qui commercent par mer avec les étrangers, parce que leurs gains paroissant faits aux dépens des étrangers, ont paru être en entier un profit pour la nation.

Les armemens pour les colonies, et la vente des retours qu'on en apporte aux étrangers est

une des parties les plus actives et les plus brillantes du commerce de nos ports, et une des sources de la fortune de nos commerçans.

Pour évaluer ce qui en revient à la nation, il faut considérer qu'une partie des retours des isles se consomme dans la nation, qu'une autre partie est vendue aux nations étrangères.

Les nations étrangères viennent ordinairement achetter ces denrées dans nos ports, ainsi nos armateurs ne gagnent rien sur les fraix de transport dans les différentes parties de l'Europe ; et ce que nous gagnons sur les nations étrangères se réduit d'abord au remboursement de la valeur que nous avons payée aux colons de leurs denrées ; en second lieu, au payement des fraix de transport de ces denrées des isles dans nos ports, de la solde et de l'entetien des matelots, du salaire des ouvriers constructeurs, des intérêts et profits que rapportent à l'armateur les capitaux qu'il emploie dans ses armemens.

Quant à la partie des marchandises américaines consommées dans la nation, c'est de la nation même que le négociant reçoit tout ce qu'il gagne sur les fraix de transport et sur l'emploi de ses capitaux ; ainsi il n'en résulte pour la nation aucun accroissement

de richesses. Il est vrai que si la nation n'avoit point de colonies, ou si le commerce de ces colonies étoit ouvert à tous les étrangers, ces étrangers auroient pu gagner une partie des fraix de transport que la nation paye aujourd'hui à ces négocians, et que ce qu'elle eût payé est une richesse qu'elle épargne, si elle ne la gagne pas.

Mais si les marchands nationaux font, en vertu de leur privilége exclusif, payer ce service plus cher à la nation qu'elle ne l'eût payé aux étrangers, il faut retrancher de l'épargne de la nation ce gain excessif de ces négocians, puisqu'il n'eût pas été payé aux étrangers.

Il faut en retrancher également ce qui eût été gagné par les nationaux, qui, en se faisant payer moins cher qu'ils ne le font aujourd'hui, auroient pu cependant faire avec avantage le commerce de nos colonies en concurrence avec les étrangers.

L'avantage du commerce national ne peut donc consister, 1°. que dans le prix du transport depuis les isles jusqu'à nos ports des marchandises d'Amérique que les étrangers viennent achetter de nous; 2°. dans l'épargne de ce que la nation eût payé aux armateurs étrangers pour le transport des marchandises de

nos colonies qu'elle consomme, si les armateurs étrangers avoient pu faire librement ce commerce en concurrence avec nos négocians.

Mais il ne faut pas croire que ces deux objets réunis soient en pur gain. Il faut en déduire tout ce qui en revient aux étrangers et sur-tout aux Hollandois pour le prix des assurances et pour l'intérêt des capitaux qu'une partie des armateurs françois sont obligés d'emprunter d'eux ; car il est notoire qu'une partie du commerce de Bordeaux se fait sur des fonds appartenans à des négocians Hollandois.

Il résulte de ce détail que le gain de la nation, dans le commerce exclusif des colonies, se réduit à une partie du profit que font les négocians de nos ports sur les fraix de transport des marchandises des isles en France ; que ce gain de nos négocians est un objet très-modique, et qu'on se tromperoit beaucoup en estimant les avantages de ce commerce par la valeur des productions, ou des exportations de nos isles.

Il reste un troisième calcul à faire, c'est celui des avantages que retire de la possession de ses colonies la France, considérée comme état politique.

Il reste à examiner et à évaluer les moyens de puissance qui peuvent en résulter pour elle.

Ces moyens de puissance sont de deux espèces. La force militaire et l'argent.

Lorsqu'une puissance ennemie a des possessions éloignées, où l'on peut avoir intérêt, soit de l'attaquer, soit de la menacer pour tenir en échec une partie de ses forces, il peut être avantageux d'avoir soi-même des possessions dans le voisinage des siennes, de pouvoir y tenir comme en réserve des forces, qui, sans être à charge à la métropole, se trouvent prêtes au besoin, et dispensent d'en faire passer d'Europe avec des fraix immenses.

Tel auroit dû être pour nous le fruit de la possession du Canada, et quoique notre gouvernement n'en ait pas tiré autant d'avantage qu'il l'auroit pu, lorsqu'il étoit en notre possession, il a seul occupé pendant la dernière guerre toutes les forces que la Grande-Bretagne et ses colonies ont, après sa prise, employées sans obstacle à prendre nos isles du Vent et la Havane.

Tel seroit pour nous, en cas de guerre dans l'Inde, l'avantage de posséder les isles de France et de Bourbon, si ces deux colo-

nies avoient acquis le dégré de force et de consistance dont je les crois susceptibles.

Tel a été sur-tout l'avantage inappréciable des colonies de l'Amérique septentrionale pour l'Angleterre tant qu'elle lui sont restées unies. Il est superflu de s'étendre sur une chose aussi connue.

On sait assez que nos colonies à sucre sont bien loin d'être pour nous un moyen d'attaque. Nous aurions au contraire beaucoup de peine à les défendre contre les invasions de la puissance angloise. Quant aux ressources de finances, il est notoire que l'imposition que l'on lève dans nos colonies ne suffit pas à beaucoup près aux dépenses de sûreté et d'administration qu'elles entraînent.

Reste les droits que le souverain met sur la consommation des denrées des colonies dans la métropole ; mais ces droits payés par le consommateur national, sur les sucres, sur les cafés, etc. pourroient l'être également, si ces denrées nous étoient apportées par les étrangers, soit de nos propres colonies, soit des leurs.

Le revenu que le gouvernement tire des colonies, est donc une ressource nulle pour l'état considéré comme puissance politique, et si on compte ce qu'il en coûte chaque année

pour la défense et l'administration des colonies, même pendant la paix, si l'on y ajoute l'énormité des dépenses qu'elles ont occasionnées pendant nos guerres, quelquefois sans pouvoir les conserver, et les sacrifices qu'il a fallu faire à la paix pour n'en recouvrer qu'une partie, on sera tenté de douter s'il n'eût pas été plus avantageux pour nous de les abandonner à leurs propres forces avec une entière indépendance, même sans attendre le moment où les évènemens nous forceront de prendre ce parti ; comme je l'ai insinué plus haut.

Il n'y a pas bien long-tems que cette manière de voir eût été traitée comme un paradoxe insoutenable, et fait pour être rejetté avec indignation. On pourra en être moins révolté maintenant, et peut-être n'est-il pas sans utilité de se préparer d'avance des consolations pour les évènemens auxquels on peut s'attendre.

Sage et heureuse sera la nation qui la première saura plier sa politique aux circonstances nouvelles, qui ne consentira à ne voir dans ses colonies que des provinces alliées, et non plus sujettes de la métropole ! Sage et heureuse la nation qui la première sera convaincue, que toute la politique, en fait de commerce, consiste à employer toutes ses

terres de la manière la plus avantageuse pour le propriétaire des terres, tous ses bras de la manière la plus utile à l'individu qui travaille, c'est-à-dire, de la manière dont chacun, guidé par son intérêt, les employera, si on le laisse faire; et que tout le reste n'est qu'illusion et vanité. Lorsque la séparation totale de l'Amérique aura forcé tout le monde de reconnoître cette vérité, et corrigé les nations européennes de la jalousie de commerce, il existera parmi les hommes une grande cause de guerre de moins; et il est bien difficile de ne pas désirer un évènement qui doit faire ce bien au genre humain.

Il n'est pas vraisemblable que les Anglais soient les premiers à quitter les préjugés qu'ils ont long-tems regardés comme la source de leur grandeur. En ce cas, il n'est pas possible de douter que leur obstination n'entraîne l'union de leurs colonies à sucre, avec celles du continent septentrional.

Dans la position de nos colonies, qui, d'un côté, nous coûtent énormément à entretenir et à défendre, auxquelles en même-tems nous sommes, de notre aveu, dans l'impossibilité absolue de fournir tous les objets de leurs besoins, puisque nous avons été forcés d'y admettre, sous certaines restrictions, les vais-

seaux des autres nations, nous pourrons prendre, avec moins de peine, le parti qu'indiqueront les circonnstances : nous y gagnerons plusieurs millions d'économie; et si, en ouvrant les ports de nos colonies aux vaisseaux étrangers comme aux nôtres, nous acquérons en même-tems la liberté entière du commerce et de la navigation avec tout le continent septentrional, nous serons amplement dédommagés, par cette liberté, du sacrifice que nous ferons de l'exclusif de nos isles. La position de l'Espagne, par rapport à ses possessions américaines, sera plus embarrassante. Le commerce entre ses colonies et les colonies angloises est moins immédiatement fondé sur le besoin que celui des colonies septentrionales avec les isles à sucre. Le climat, le sol, les productions, l'immense étendue des colonies espagnoles, la forme de leur population, sont telles qu'elles trouvent en elles-mêmes la plus grande partie des objets de besoin que les isles à sucre sont obligées de tirer de l'Amérique septentrionale; ce sont sur-tout des marchandises manufacturées que l'on porte d'Europe aux Indes espagnoles; et jusqu'à présent l'Amérique angloise n'a pas pu en exporter beaucoup. Mais si les colonies, devenues indépendantes, ont la sagesse d'ouvrir leurs ports à toutes les

nations, elles recevront de toutes parts tous les objets de commerce possibles, non-seulement pour leur consommation, mais pour en porter au dehors. Les colonies angloises ne sont riches qu'en denrées, et il n'est pas douteux que l'attrait de l'or ne les engage à faire les plus grands efforts pour ouvrir un commerce direct avec les Espagnols d'Amérique, qui les seconderoient de tout leur pouvoir.

Je ne vois pas comment l'Espagne pourroit l'empêcher. Les Anglo-Américains ne craindront point une guerre lucrative, sans danger pour eux, et dans laquelle leur ennemi se consumeroit lui-même par la seule défensive, sans pouvoir jamais attaquer. Ils chercheront vraisemblablement à engager les colons espagnols à secouer, à leur exemple, le joug de la métropole ; et s'ils ne réussissoient pas à les persuader, ce seroit peut-être alors qu'ils se laisseroient séduire par la tentative de devenir conquérans.

Malheureusement il est à craindre que l'Espagne n'ait moins de facilité qu'aucune autre puissance, à quitter une route qu'elle suit depuis deux siècles pour se former un systême tout nouveau, adapté à un nouvel ordre de choses. Jusqu'à présent, elle a mis toute sa politique à maintenir les prohibitions multi-

pliées dont elle a embarrassé son commerce; elle est accoutumée à craindre, comme le plus grand des malheurs, que les étrangers n'approchent de ses possessions dans le nouveau monde, et n'en partagent les trésors avec elle; elle a poussé sa jalousie jusqu'à s'imaginer pouvoir conserver dans la métropole l'argent qui en sort continuellement pour payer ce qu'elle est forcée d'acheter des étrangers. Ni les idées des administrateurs, ni les opinions de la nation, ni la situation actuelle de sa culture et de son commerce, ni la constitution et l'administration de ses colonies, rien, en un mot, n'est préparé d'avance pour saisir le moment de pouvoir se résoudre à changer lorsqu'il faudra changer, moins encore pour rendre insensible la secousse du changement et prévenir les suites qu'il pourroit entraîner; pour donner à la culture et à l'industrie dans la métropole le degré d'activité qui peut seul faire tirer parti du nouvel état de liberté; pour substituer aux chaînes de l'ancien asservissement des provinces américaines les principes d'une liaison fraternelle, fondée sur l'identité d'origine, de langage, de mœurs, sans oppositions d'intérêts; pour savoir leur offrir la liberté comme un don, au lieu de se laisser

arracher par la force l'empire qu'on ne pourra plus garder.

Rien n'est plus digne de la sagesse du Roi d'Espagne et de son conseil, que de fixer dès-à-présent leur attention sur la possibilité de cette séparation forcée, et sur les mesures à prendre pour s'y préparer; car cette crise peut ruiner la puissance espagnole pour long-tems; et nous jeter dans de grands embarras, par les liaisons intimes qui existent entre les deux cours, si celle de Madrid, au lieu de prendre un parti conforme aux circonstances, se laissoit entraîner à des démarches qu'elle ne pourroit soutenir.

Je me suis beaucoup trop étendu peut-être sur les suites de la séparation totale des colonies angloises; mais c'est parce que je regarde cet évènement comme infiniment probable, et qu'il me paroît important de se familiariser d'avance avec le nouveau plan d'idées qu'on sera forcé d'embrasser alors.

Je passe à la seconde partie du Mémoire de M. le comte de Vergennes, l'examen du danger que peuvent courir nos colonies dans le cas d'une invasion, et des motifs de craindre que cette invasion n'ait lieu.

II.

Rien de plus sage que les réflexions que présente M. le comte de Vergennes sur ce danger. Il est très-certain que si la guerre entre la métropole et ses colonies se terminoit par un accommodement prompt, et par conséquent favorable aux colonies, l'Angleterre auroit dans le continent de l'Amérique des forces auxquelles rien ne pourroit résister. Il est certain encore que l'intérêt du ministère nouveau seroit d'effacer la honte d'un pareil traité, en occupant la nation d'idées flatteuses de conquêtes. *La morale de l'Angleterre, en politique, n'est pas faite pour nous rassurer.*

Dans cette position, l'état où se trouvent les colonies des deux nations est effrayant. M. de Vergennes regarde la Havane comme le seul point en état de résister quelque tems, encore ne s'exprime-t-il qu'en doutant; et les Anglois peuvent avoir eu déja les succès les plus funestes à la puissance espagnole avant de rien entreprendre sur la Havane. On prétend qu'en cas de guerre, ils ont depuis long-tems formé le plan de diriger leurs premières attaques contre la Martinique et Porto-Rico. Je le croirois assez, vu la position de ces deux isles.

M. de Sartine a remis, l'année dernière, au Roi, un Mémoire sur la situation de la Martinique, et sur le peu de forces que cette colonie pouvoit opposer à un ennemi aussi puissant. Il est à croire que, depuis ce tems, on a mis ordre au mauvais état des fortifications. On y a fait passer des troupes; mais il est fort à craindre que ces troupes ne soient très-affoiblies, au moment de l'attaque, par l'intempérie du climat. On ne peut donc se dissimuler que, dans la supposition de l'invasion, le danger ne soit extrême, et peut-être inévitable.

Il n'en est que plus important de peser la probabilité de la supposition qui fait naître ce danger, et de prévoir, s'il est possible, les époques où l'on peut craindre qu'il n'éclate.

A cet égard, je crois d'abord qu'on peut être à-peu-près rassuré pour cette année. On sait, depuis long-tems, qu'il y a une saison que l'Angleterre a le plus grand intérêt de choisir lorsqu'elle a des projets hostiles contre les deux couronnes. Cette saison inquiétante est l'intervalle du commencement d'avril à la fin d'octobre, tems où l'élite de nos matelots occupés à la pêche, et tous nos vaisseaux employés au commerce de l'Amérique, offrent une proie facile à l'Angleterre, et lui donnent un moyen assuré d'énerver nos forces maritimes, avant

même que la guerre ne soit commencée ; nous en avons fait la funeste expérience en 1755.

A cette époque en succède une seconde, où l'élite des matelots de la Grande-Bretagne reste à son tour en proie aux marines réunies de France et d'Espagne ; c'est le tems où les pêcheurs anglois vont vendre leurs cargaisons dans les ports de Portugal, d'Espagne et d'Italie. Cette époque dure depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de janvier ; et pendant ce tems, l'Angleterre ne peut se livrer à des projets de guerre, sans prendre, pour prévenir ce danger, des précautions qui décéleroient ses vues. On peut croire encore que si, dans l'intervalle du mois de janvier au mois d'avril, l'Angleterre se proposoit de surprendre nos colonies, elle différeroit assez l'exécution de son dessein, pour que nous n'en fussions avertis qu'après le départ de nos vaisseaux pêcheurs pour Terre-Neuve.

Cette marche régulière et annuelle fournit des moyens de prévoir d'avance les vues du ministère anglois, soit par le nombre et la force des bâtimens de guerre qu'il envoie au banc de Terre-Neuve, soit par la route que prennent les pêcheurs anglois après la pêche. Le ministre des affaires étrangères et celui de la marine ont fait sentir l'un et l'autre l'année dernière, l'im-

portance dont il étoit d'avoir des bâtimens légers, qui pussent donner des nouvelles fréquentes des moindres mouvemens qu'on observeroit sur le banc de Terre-Neuve. C'est un point convenu, et sans doute cette anné on suivra la même marche.

On est à portée de savoir en tout tems la quantité de vaisseaux que l'Angleterre a dans ses ports ; le nombre de matelots qu'elle peut rassembler pour les armer dans un tems donné.

On peut savoir quelles sont les forces de terre actuellement restantes en Angleterre, et quel est leur emplacement relativement à la défense de la capitale.

On peut s'en rapporter à la vigilance du ministre de la politique sur le soin de veiller sans cesse sur tous ces points. Lui seul peut éclairer sa majesté et son conseil sur ces bases essentielles à constater, pour prévoir et mesurer le danger, et fixer par conséquent ses idées sur les précautions qu'il exige.

Il me semble que d'après les données actuelles, M. le comte de Vergennes pense que le ministère anglois n'a aucunes vues hostiles. Il seroit difficile de les concilier avec l'espèce d'acharnement qu'il annonce pour pousser la guerre contre les Américains, avec le peu de troupes qu'il a gardées pour la sûreté de la mé-

tropole en cas d'attaque, avec la nature de ses armemens maritimes, qui, quoique nombreux et par conséquent fort dispendieux, ne consistent qu'en frégates; avec la sécurité qu'il a montrée pour ses possessions des grandes Indes, en ne remplaçant pas l'escadre de l'amiral Harland. Le ministère anglois a parlé depuis peu d'envoyer de nouveau des vaisseaux aux Indes; mais cet envoi paroît fort incertain et suggéré seulement par l'idée que nous envoyons de notre côté des forces considérables à l'isle de France: on pourroit ajouter, avec la manière dont il s'est montré jusqu'à présent dans l'affaire de la médiation entre l'Espagne et le Portugal, *si jamais on pouvoit compter sur la bonne foi des politiques anglois, même lorsqu'ils paroissent agir et qu'ils agissent en effet pour le moment avec le plus de franchise.*

En combinant toutes ces circonstances, on peut croire avec certitude que le ministère anglois ne veut pas la guerre, et qu'on n'a à craindre que les suites d'un changement de ministre. Cet évènement est sans doute possible. Cependant, comme il est incertain si à présent les colonies voudroient se contenter d'être remises au point où elles étoient avant 1763, avec toutes les restrictions mises à leur commerce; comme il n'est pas vraisemblable qu'un

ministre anglois ose leur accorder la liberté de commerce qu'elle désirent; comme il ne paroît pas possible que le ministère anglois fasse la folie d'entreprendre une guerre étrangère avant d'être pleinement assuré de la réunion de la métropole avec les colonies ; je pense que même dans ce cas, nous ne serions point attaqués pendant cette campagne, ni par conséquent avant le commencement de l'année prochaine.

Malgré ces probabilités, je pense, comme M. le comte de Vergennes, qu'il faut mettre tout au pis, et nous occuper de ce qu'on peut faire pour parer à la possibilité de l'invasion la plus prompte.

Mais avant d'entamer cette discussion, je ne crois pas inutile d'observer que le danger de la guerre peut ne pas venir de l'Angleterre seule, qu'il peut aussi venir de l'Espagne ; et que peut-être une trop grande confiance dans ses forces, une idée exagérée des embarras que cause à l'Angleterre sa querelle avec ses colonies, jointe au ressentiment que le Roi d'Espagne conserve contre la nation angloise, pourroient porter cette couronne à des démarches qui non-seulement fourniroient à l'Angleterre des prétextes, mais qui peut-être forceroient le ministère britanique à faire la

guerre contre son inclination. M. le comte de Vergennes sait de quelle importance il est de connoître en tout temps les vues du ministère Espagnol, de faire naître et de maintenir entre les deux cours une confiance sans réserve, et de s'en servir pour apprécier plus exactement les moyens de l'Espagne et les nôtres, et pour rallentir, s'il est nécessaire, une ardeur trop grande qui pourroit compromettre ces mêmes moyens en se hâtant trop de les employer. Les finances du Roi épuisées, la marine à rétablir, une armée à réformer par une constitution nouvelle, sont des objets à présenter au Roi d'Espagne, pour le refroidir sur le désir qu'on peut craindre de la part de ce prince de commencer les hostilités. Il peut être plus facile de s'assurer des vues et des moyens de l'Angleterre, que des intentions et moyens de l'Espagne : il est cependant également intéressant d'être éclairés sur les dispositions de l'une et l'autre de ces deux puissances. La nature des préparatifs à proposer à notre alliée, peut devenir un moyen de fonder ses projets ; et dans le choix des nôtres, qui ne doivent tendre qu'au maintien de la paix, nous devons éviter ceux qui donneroient à cette puissance une trop grande facilité d'engager la guerre, et nous mettroient par là dans sa dépendance.

En un mot, ne point être surpris par l'Angleterre, et ne pas être entraîné par les projets belliqueux que peut avoir l'Espagne, tel est le but auquel doivent tendre les résolutions du Roi et de son conseil. Quel doit en être le résultat ? quelles mesures faut-il adopter ou proposer ? C'est ce qui me reste à examiner.

I I I.

M. de Vergennes rejette d'abord avec grande raison l'idée de prévenir les Anglois, en les attaquant nous-mêmes dans un moment où leurs forces sont occupées par une puissante diversion ; la première raison qu'il en donne et qui suffiroit toute seule, est l'amour de préférence que le Roi de France et le Roi d'Espagne ont pour la conservation de la paix. Nous connoissons ce qu'inspirent au Roi à cet égard son humanité et même sa générosité pour un ennemi qui ne s'en piqueroit pas en pareille occasion. Quoique les mêmes sentimens soient dans le cœur du Roi d'Espagne, il seroit possible qu'ayant depuis long-tems ressenti vivement les procédés de la nation angloise, il ne crût pas injuste de profiter d'un moment avantageux pour détruire l'espèce de tyrannie que la puissance angloise affecte sur les autres

nations ; et que s'il se refusoit à une aggression formelle, il ne fût pas aussi éloigné de saisir ces occasions de rupture, qui ne manquent guères de se présenter entre deux grandes puissances, lorsqu'elles n'ont pas une envie décidée de se concilier. Mais aux idées morales qui doivent faire écarter toute idée d'aggression, on doit ajouter les raisons d'intérêt tirées de la situation des deux puissances peut-être, et au moins de la nôtre.

A l'égard de l'Espagne, il semble assez constant qu'elle a un nombre suffisant de vaisseaux pour tenir tête, avec un nombre à-peu-près égal des nôtres, à la marine britannique. Mais en supposant que ces vaisseaux soient en meilleur état que ceux qui remplissent nos listes, j'ignore si l'Espagne a dans ses magasins tout ce qu'il faut pour les armer, et si elle peut rassembler au besoin un nombre de matelots proportionné ; j'ignore à quel point elle peut compter sur l'habileté et l'expérience des officiers auxquels elle confiera le commandement. Ses finances ne sont point obérées ; mais j'ignore si elles pourraient suffire à des efforts extraordinaires continués pendant plusieurs années. M. de Vergennes est seul en état de nous donner des lumières sur ces doutes.

A notre égard, le Roi connoît la situation

de ses finances. Il sait que malgré les économies et les améliorations déjà faites depuis le commencement de son règne, il y a entre la recette et la dépense une différence de vingt millions, dont la dépense excède. A la vérité, dans la dépense sont compris les remboursemens assignés; mais auxquels le Roi ne peut manquer sans altérer la foi publique et le crédit. Il n'y a que trois mo ens de remplir ce déficit; une augmentation d'impôts, une banqueroute plus ou moins forte, plus ou moins déguisée, et une économie considérable, soit dans les dépenses, soit dans les fraix de perception.

La bonté du Roi, sa justice, le soin de sa gloire, lui ont fait, dès le premier moment, rejetter le moyen de la banqueroute, en tout tems, et celui d'une augmentation d'impôts pendant la paix. La voie de l'economie est possible; il ne faut pour cela qu'une volonté ferme. La première économie doit être celle des dépenses, parce qu'elle seule peut fonder la confiance du public, et parce que la confiance du public est nécessaire pour trouver à gagner dans la partie des finances, en remboursant des engagemens trop onéreux, ce qui ne se peut faire qu'en empruntant à des deniers plus avantageux.

En même-tems que le Roi a trouvé ses fi-

nances obérées et en désordre, il a trouvé son
militaire et sa marine dans un état de foiblesse
qu'on auroit eu peine à imaginer. Pour les
rétablir et rendre à la France le dégré de force
et de considération qu'elle doit avoir, il faut
que le Roi dépense lorsque l'état de ses finances
lui prescrit d'épargner.

Notre état néanmoins n'est pas tellement
désespéré, que s'il falloit absolument soute-
nir une guerre, on ne trouvât des ressources,
si c'étoit avec une probabilité de succès déci-
dés, qui pussent en abréger la durée. Mais au
moins faut-il avouer qu'on doit l'éviter comme
le plus grand des malheurs, puisqu'elle ren-
droit impossible pour bien long-tems, et peut-
être pour toujours, une réforme absolument
nécessaire à la prospérité de l'état et au soula-
gement des peuples. En faisant un usage pré-
maturé de nos forces, nous risquerions d'éter-
niser notre foiblesse.

Une troisième raison doit décider contre le
projet d'attaquer l'Angleterre; c'est la très-
grande probabilité que cette attaque devien-
droit le signal de la réconciliation entre la mé-
tropole et les colonies, et précipiteroit le
danger que nous voulons éviter.

D'un côté, le ministère anglois même, en
restant tel qu'il est, saisiroit avec joie cette

ouverture pour céder sans honte à la résistance des Américains, sous le prétexte de tout sacrifier à la nécessité de repousser l'ennemi commun.

Les Américains, de leur côté, ne voudroient vraisemblablement pas se refuser aux conditions avantageuses qu'on leur offriroit.

D'abord, par un reste de patriotisme national et d'attachement à la mère-patrie, que le patriotisme américain n'étouffera entièrement qu'avec le tems; et lorsque la continuité de la guerre aura aigri de plus en plus les esprits.

En second lieu, pour se conserver l'apparence de la modération, apparence nécessaire pour se ménager des liaisons et des défenseurs dans la métropole, où les membres de l'opposition n'oseroient prendre le parti des colonies, si elles annonçoient ouvertement le projet d'une indépendance absolue. Or, cette liaison que les colons conservent avec une partie de la nation angloise, est très-utile à leurs vues par les entraves continuelles qu'elle met aux opérations du ministère.

Enfin, une troisième raison qui pourroit les rendre plus faciles, est l'opinion où étoient plusieurs de leurs chefs, que le moment d'effectuer la séparation n'était pas encore venu; que les moyens n'étoient pas suffisamment prépa-

rés, que le succès étant incertain aujourd'hui, auroit été infaillible, si la division n'eût éclaté que quelques années plus tard. Ce sont les démarches violentes de l'Angleterre qui ont précipité le moment, et il ne seroit pas étonnant que les Américains saisissent l'occasion qui leur seroit offerte de gagner du tems pour accumuler des richesses pendant la guerre contre la France et l'Espagne, et pour se préparer les moyens de recommencer la contestation entre eux et la métropole avec la pleine assurance du succès. Il n'y a que la durée de la guerre ou un succès entièrement décisif en faveur des Américains, qui puissent leur donner ou assez d'animosité ou assez de confiance, pour leur faire refuser toute autre proposition d'accommodement que celle d'une indépendance entière.

Une attaque de la part des deux couronnes, au lieu de nous assurer la diversion sur laquelle nous aurions compté, pourroit donc réunir au contraire contre nous les deux forces qu'il nous est si avantageux de laisser s'épuiser l'une contre l'autre.

En rejettant tout projet d'attaque pour se borner aux précautions, quelles précautions adoptera-t-on ?

C'est pour nos colonies à sucre qu'on craint.

et pour les possessions espagnoles dans cette partie de l'Amérique. L'idée d'y porter des forces de terre et de mer suffisantes pour résister à l'invasion possible ou probable, se présente naturellement. C'est d'après cette idée que sur les premières alarmes qu'on avoit conçues l'année dernière, on a fait passer quelques bataillons à la Martinique et dans les autres isles. Il seroit possible qu'on proposât cette année d'y envoyer encore de nouvelles troupes, et même que chacune des deux couronnes fît partir une escadre composée d'un certain nombre suffisant de vaisseaux de ligne, pour mettre leurs possessions respectives à l'abri d'une insulte. Je crois voir trois grands motifs de rejetter encore ce plan, la dépense, l'insuffisance et le danger.

Quant à la dépense, l'envoi des troupes qui sont parties l'année dernière augmente celles des colonies d'environ quatre millions par an. Un nouvel envoi porteroit cet article à huit millions. Si on y ajoute la dépense d'une escadre de huit vaisseaux de ligne, avec un nombre proportionné de frégates, entretenue ou renouvellée pendant tout le tems que dureront nos craintes, et qu'on pense que toute cette dépense est en accroissement d'un déficit qui est déjà de vingt millions, on en conclura

que ce projet mettroit au rétablissement des forces de l'état peut-être autant d'obtacles que le projet même de la guerre. Il nous épuiseroit en efforts de simple précaution, qui ne nous feroient aucun bien, qui ne feroient aucun mal à notre ennemi, et nous nous trouverions encore plus affoiblis lorsque le moment d'agir seroit venu.

J'applique ici tout ce que j'ai dit sur le projet de guerre, et j'y ajoute que si l'on considéroit uniquement l'intérêt momentané de la finance, une guerre seroit peut-être moins fâcheuse qu'une continuité de précautions trop dispendieuses. En effet la guerre, en exigeant des dépenses très-fortes, permet des ressources que ne permet pas l'état de paix. Elle excuse tout, parce qu'elle nécessite tout. Dans la guerre on peut suspendre les remboursemens, ce qui couvriroit le déficit, ou, si on pouvoit encore le couvrir par les économies dont la circonstance feroit encore plus sentir la nécessité, donneroit vingt millions de fonds extraordinaires pour les dépenses de la guerre. Il seroit tout simple d'établir un impôt; cet impôt pourroit suffire au paiement des intérêts et au remboursement du capital d'un emprunt proportionné, dans le nombre d'années auquel seroit fixé la durée de sa perception. Aucune

de ces ressources ne peut être seulement tentée en tems de paix, et l'éclat que feroient les difficultés qu'éprouveroit la tentative, donneroit plus d'alarmes aux Anglois que nos armemens même.

Cette dépense ruineuse, et j'ose dire impossible dans la circonstance, sera bien plus à regretter en même-tems qu'elle nous consumeroit inutilement en fraix, tant que nos isles ne seroient point attaquées ; elle seroit insuffisante dans le cas où nous serions attaqués.

Cette insuffisance ne me paroît que trop aisée à prouver.

Il est vrai que tant que la Grande-Bretagne n'aura dans l'Amérique d'autres forces maritimes que des frégates, une escadre de vaisseaux de ligne, même peu considérable, suffiroit pour mettre en sûreté les possessions des deux couronnes. Mais il est impossible qu'ils imaginent de porter leurs armées de terre hors du continent, pour former des entreprise contre nos établissemens, sans les faire accompagner par de puissantes escadres. On peut être assuré qu'ils n'omettront rien pour les rendre supérieures à celles que nous aurions envoyées pour les attendre.

Si, comme il est vraisemblable, dans le cas prévu d'une réconciliation prompte, les Anglois

ont en Amérique trente mille hommes disponibles, il est de toute impossibilité que nos forces nécessairement partagées entre tous les points susceptibles d'être attaqués, soient en aucun de ces points en état de résister à de pareilles armées, même quand nos troupes seroient beaucoup plus nombreuses qu'on ne peut raisonnablement le proposer. Mettre tous les points menacés en état de ne pas craindre un tel danger, seroit un effort au-dessus de tous nos moyens. Quand cet effort seroit possible, il ne seroit pas raisonnable, et nous perdrions moins à sacrifier nos colonies, qu'à les garder à un si haut prix.

Il faut encore observer que l'intempérie du climat de nos isles fait périr en très-peu de tems une grande partie des troupes qu'on est obligé d'y envoyer, et qu'ainsi il ne faut pas compter à beaucoup près pour la défense effective sur les forces qu'on a fait passer, et peut-être sur la moitié. Cette consommation d'hommes que les troupes britanniques n'éprouvent pas dans le climat sain de l'Amérique septentrionale, rendroit encore la dépense de nos efforts plus disproportionnée et plus insuffisante pour son objet. Enfin, j'ai dit qu'une pareille mesure étoit dangereuse.

Elle présente en effet un double danger

également important à éviter. Le premier est de mettre l'Angleterre dans le cas d'envoyer de son côté des forces navales en Amérique. Dans l'état actuel les Anglois n'ayant qu'un seul vaisseau de ligne en Amérique, et des frégates et autres bâtimens légers répandus sur toute l'étendue des côtes du continent, une escadre de six ou huit vaisseaux de ligne envoyée dans des vues hostiles, suffiroit pour enlever presque tous ces bâtimens foibles et dispersés. Le ministère anglois ne pourroit sans imprudence s'exposer à ce risque; il seroit forcé, pour assurer ses opérations, d'envoyer une escadre supérieure aux nôtres.

L'inquiétude ne manqueroit pas de se répandre dans la nation; l'Angleterre armeroit dans tous ses ports, et chercheroit à se mettre par-tout en état de défense. Peut-être l'apparence d'une guerre produiroit-elle le même effet que la guerre elle-même, en donnant à la métropole le même prétexte de se relâcher de la rigueur des lois qu'elle veut imposer aux Américains, et à ceux-ci les mêmes motifs d'accepter les propositions du ministère. Nos efforts n'auroient donc servi qu'à provoquer le danger que nous devons chercher à éloigner ou à éviter.

Le second danger est de donner à l'Espagne

la confiance et les moyens de nous entraîner malgré nous dans des projets hostiles. J'ai déjà indiqué plus haut ce danger ; il pourroit se réaliser même sans un projet formel de la part de la cour d'Espagne. Il suffiroit que quelque commandant imprudent commît quelque acte d'hostilité pour mettre les deux nations aux mains, avant même qu'on eût pu en être informé en Europe, et prévenir la rupture.

Je conclus de cette discussion, que notre situation ne nous permet pas d'embrasser ce plan de précautions, trop approchantes de l'état d'hostilité, et qu'il faut se borner à des précautions qui, sans nous compromettre, sans user nos forces, sans appeller le danger, nous mettent en état de connoître à temps les vues de nos rivaux, d'agir au moment nécessaire de la manière la plus avantageuse, suivant les circonstances, et d'en imposer par des forces effectives et prêtes au besoin.

Ces précautions sont indiquées dans le mémoire qui m'a été communiqué. La base en est l'observation exacte et vigilante des événemens, ainsi que des desseins et des préparatifs de la Grande-Bretagne. M. de Vergennes a pris les mesures les plus sages pour être instruit de tout ce qui se passe en Angleterre, du nombre des vaisseaux, de la position de cette puis-

sance au dedans et au dehors, de tous ses préparatifs maritimes, sur-tout de la position du ministère et de l'état de l'opinion publique.

La lettre de M. le marquis de Grimaldi annonce les mesures que l'Espagne prend pour veiller sur tout ce qui peut entrer dans le golphe du Mexique. Les positions de ses frégates paroissent parfaitement bien choisies. Leurs croisières, jointes à celles que nous entretenons aux abords de nos isles, auront le double avantage de nous instruire de tout ce qui se passera dans ces parages, et de garantir le commerce des deux nations des insultes qui pourroient être faites à nos bâtimens par les vaisseaux anglois, occupés à empêcher les colonies de leur propre nation de faire aucun commerce, et de se pourvoir des objets dont elles ont besoin.

Le point d'observation le plus important est le banc de Terre-Neuve, par les raisons développées ci-dessus : à cet égard tout est dit et convenu, et je ne doute pas que toutes les mesures ne soient prises.

Il seroit sans doute très-utile d'avoir des correspondances sûres et fidèles dans les colonies angloises, pour être toujours informé des événemens et de la disposition actuelle des esprits. Cet article est délicat ; car il seroit, je crois, dangereux d'y avoir un agent qui parût auto-

risé. Si les Colons américains savoient le parti qu'ils pourroient tirer de nos officiers réformés, en les attirant à leur service, il est vraisemblable que par les seules lettres que céux-ci écriroient à leurs amis sans aucune vue politique, nous serions très-bien informés, sans que le ministère parût y être pour rien. C'est à la sagesse de M. le comte de Vergennes à savoir s'il convient de faire quelque chose de plus.

C'est une question encore plus délicate de savoir si l'on peut donner sous mains des secours aux Américains, soit en munitions, soit en argent.

Il n'y a aucune difficulté à fermer les yeux sur les achats de munitions qu'ils font dans nos ports. Nos commerçans sont libres de vendre à quiconque leur achette. Nous ne distinguons point les Colons des Anglois même. Si nous les distinguions, si nous les regardions comme deux puissances divisées en guerre l'une avec l'autre, notre rôle seroit la neutralité, et refuser de vendre aux Américains, ce seroit en sortir.

Mais ce seroit en sortir aussi que de leur fournir des secours en argent, et cette démarche, qu'il seroit difficile de cacher, exciteroit de la part des Anglois de justes plaintes. Mal-

heureusement l'argent est ce qui manque le plus aux Américains pour acheter au dehors les munitions de guerre qu'ils ne peuvent tirer de chez eux. Un moyen de leur en procurer sans se compromettre seroit peut-être de fermer les yeux sur le commerce interlope qu'ils pourroient faire avec quelques ports de l'Amérique espagnole; mais l'Espagne craindra peut-être les suites ultérieures de cette condescendance; elle craindra de ne pouvoir plus arrêter, quand elle le voudra, le cours de cette contrebande une fois tolérée : c'est sur quoi je ne puis rien dire.

L'objet de la vigilance est de se mettre en état d'agir quand il est nécessaire d'agir. Il faut donc être préparé pour ce moment, soit pour défendre, s'il est possible, nos possessions dans le cas où elles seroient attaquées, soit pour attaquer nous-mêmes notre ennemi, lui ôter une partie de ses ressources, et l'obliger du moins à rappeler une partie de ses forces pour sa propre défense.

Le seul moyen de remplir ce but me paroît être d'employer tous nos efforts à préparer nos forces maritimes, mais sans les faire sortir.

L'essentiel est de garnir nos arsenaux et nos magasins, d'achever de réparer tous les vaisseaux et frégates qui peuvent l'être. Suivant le tableau remis par M. de Sartine l'année der-

ière, le nombre en montoit à quarante-trois aisseaux de lignes, vingt-trois frégates et treize orvettes.

Il est à desirer qu'on puisse avoir quelques âtimens de force, prêts pour protéger, s'il est esoin, la rentrée de nos bâtimens de com-nerce et de nos pêcheurs.

Avoir une escadre de douze vaisseaux à Tou-on, une pareille qu'on pourroit engager l'Es-agne à préparer dans le port du Ferrol, une utre escadre un peu moins forte à Brest, avec n nombre considérable de frégates et de cor-ettes, pour se mettre en état d'user de repré-ailles sur l'Angleterre, si elle se hasardoit à ne rupture; tenir pour cette disposition nos orces dans notre main, afin de leur donner au esoin la destination convenable, c'est, je rois, tout ce que permet la circonstance; et observe que ces préparatifs à faire dans nos orts doivent suivre le mouvement progressif es armemens de l'Angleterre, qui ne peut cer-ainement pas se livrer subitement à un projet le guerre.

Les premiers préparatifs de réparation et 'approvisionnement doivent être faits avec le noins d'éclat possible, et il ne faut armer ffectivement que quand il y aura une appa-ence fondée de danger.

Il faut sur-tout éviter tout ce qui peut donner trop d'allarmes, avant que la plus grande partie de nos pêcheurs et de nos vaisseaux marchands soient rentrés dans nos ports.

A cette époque, si les circonstances deviennent inquiétantes ou menaçantes, il sera très-utile de faire marcher sur nos côtes opposées à celles de l'Angleterre, une partie de nos troupes, et de porter à différens points de réunion les munitions de guerre proportionnées aux forces qu'on aura assemblées.

Cette démarche, dans laquelle nous n'avons aucun risque à courir, est une de celles qui peuvent le plus en imposer à l'Angleterre, sur-tout dans un moment où la plus grande partie de ses forces est dispersée au loin. Elle n'étoit pas dans la même position en 1770, et cependant trente-six bataillons seulement, que le feu roi fit marcher sur nos côtes au mois d'octobre de cette même année, jetterent la terreur en Angleterre, et contribuèrent beaucoup au succès de la négociation.

L'on peut se rappeller encore qu'en 1756, les troupes qu'on avoit répandues sur nos côtes tinrent en échec presque toute la marine britannique, dont les opérations brillantes n'ont commencé que lorsque nos troupes ont été occupées en Allemagne.

Le changement arrivé dans l'état politique e l'Amérique ne pouvant plus nous faire re- arder la possession du Canada comme avanta- euse, je ne vois que trois points où la puis- ance britannique puisse être attaquée. Ses ossessions dans la presque isle de l'Inde, les laces du Port-Mahon et de Gibraltar sur les ôtes d'Espagne, et enfin la Grande-Bretagne lle-même.

Les Indes sont certainement la partie dans quelle on peut attaquer les Anglois avec la lus grande apparence de succès, et leur faire plus de mal aux moindres fraix. Leur com- agnie, maîtresse absolue des plus riches pro- inces de l'Indoustan, tire chaque année de ses ossessions des sommes immenses, qui, con- erties en marchandises, procurent à la métro- ole, par les droits de toute espèce auxquels es marchandises sont assujetties, un revenu ue les personnes les plus instruites de l'état e l'Angleterre évaluent aux deux cinquièmes e ses revenus annuels.

Mais cette puissance est aussi précaire qu'ef- rayante. C'est un colosse dont les pieds sont 'argile; elle est toute fondée sur la violence, brigandage et la tyrannie. On ne peut douter ue les cruautés et les vexations exercées par nation angloise dans l'Inde, n'aient porté le

désespoir dans l'ame des naturels du pays et de leurs souverains. Ils n'attendent pour éclater, qu'une guerre européenne qui leur rende l'espérance d'être secourus.

Des forces suffisantes et bien conduites rameneroient contre les Anglois, dans cette partie du monde, la même révolution que nous y avons essuyée de leur part; et cette révolution n'éprouveroit pas les mêmes retours, si, plus sages que nous ne le fûmes lors de nos avantages, et que ne l'ont été après nous les Anglois, nous n'entreprenions pas de succéder à leur domination, si, au lieu d'opprimer comme eux les habitans du pays, nous nous bornions à protéger leur liberté.

Un pareil échec, dans le commencement d'une guerre, pourroit mettre l'Angleterre dans l'impossibilité de la soutenir, par la suspension d'une partie considérable de ses revenus.

Mais j'observe sur cela deux choses; l'une, que pour faciliter cette entreprise, il eût été à desirer que de longue main nos isles de France et de Bourbon fussent devenues des arsenaux où l'on eût pu préparer dans le secret des moyens propres à nous donner la supériorité dans l'Inde dès la première campagne. Il y a lieu de croire aussi que Pondichery n'est pas dans l'état qu'il devroit être. Le ministre de la

arine suivra sans doute un meilleur plan qu'on
e l'a fait avant lui ; mais l'effet de ses mesures
xige nécessairement du tems.

J'observe en second lieu, que pour réussir
ans un pareil projet, il seroit essentiel que
ous puissions primer les Anglois dans l'Inde,
e qu'il est difficile d'espérer ; car dès qu'ils nous
oupçonneront le moins du monde de quelque
ue hostile, on ne peut douter qu'ils ne fassent
asser des forces considérables dans l'Inde ; il
'y a que le plus grand épuisement, ou les
randes alarmes pour la métropole elle-même,
ui puissent leur faire négliger un point d'une
nportance aussi majeure.

Quant à Minorque et à Gibraltar, je ne sais
i l'importance de ces deux possessions est pro-
ortionnée au desir qu'auroit l'Espagne d'y
entrer, et à l'intérêt que mettra l'Angleterre
les conserver. L'on n'a pas vu dans la dernière
uerre que la privation de Minorque ait dimi-
ué sa supériorité dans la Méditerranée. Quoi
u'il en soit, il paroît difficile de prendre Gi-
raltard autrement que par surprise, et quoique
a circonstance d'une garnison étrangère soit
eut-être plus favorable qu'aucune autre, une
areille surprise ne paroît pas possible ; car il
eroit trop imprudent de la tenter sans être
'ailleurs prêt à soutenir la guerre, et com-

ment se préparer en Espagne à soutenir la guerre sans que les Anglois en soient avertis, et sans que leur premier soin soit de mettre Gibraltar et Port-Mahon à l'abri d'une attaque imprévue?

Si ce projet et celui d'une entreprise sur l'Inde sont de nature à ne pouvoir être annoncés, il n'en est pas de même du projet de descente en Angleterre. Ce projet n'a pas besoin d'être exécuté pour remplir une partie de l'effet qu'on peut en attendre. Ce seroit beaucoup gagner que d'obliger l'Angleterre à rassembler toutes ses forces autour d'elle pour sa propre sûreté. C'est peut-être le meilleur moyen de garantir les possessions des deux couronnes en Amérique du danger d'une invasion; ce seroit dans le moment où nous aurions rassemblé dans nos ports un nombre suffisant de vaisseaux de transport pour feindre une descente en Angleterre, ou pour la réaliser si cette puissance osoit mépriser ou négliger cette démonstration, ce seroit alors que nous pourrions, avec avantage, faire passer à nos isles des forces pour leur défense, et en porter dans l'Inde de suffisantes pour renverser la puissance angloise.

Il ne m'appartient pas de décider si une expédition en Angleterre est une chose possible ou prudente à exécuter : j'y vois un grand dan-

ger

ger pour une puissance qui n'est pas maîtresse de la mer, la difficulté de ramener ses troupes, une fois débarquée ; mais je sais deux choses, l'une, que militaires expérimentés regardent ce projet comme praticable ; l'autre, que les Anglois le craignent par-dessus toutes choses : ce n'est pas qu'ils imaginent que la France puisse les conquérir ou les garder ; mais une guerre dont leur pays seroit le théâtre, feroit souffrir beaucoup d'individus ; et dans un gouvernement tel que l'Angleterre, cela suffit pour exciter les plus grands troubles : d'ailleurs, la terreur universelle anéantiroit le crédit, et mettroit la banque à découvert ; ce qui forceroit la banqueroute nationale, et dès-lors ôteroit au gouvernement toutes ressources.

Ce que je viens d'indiquer appartient plus à un plan de guerre qu'à un plan de simples précautions pour prévenir les hostilités ; mais je crois qu'un plan de précautions doit servir à préparer les opérations de la guerre, si elle devient inévitable.

RÉSUMÉ.

La longueur de ce Mémoire exige que j'en présente, en racourci, les principaux résultats.

I.

En parcourant, avec M. le comte de Vergennes, les différentes manières dont on peut supposer que se terminera la querelle de l'Angleterre avec ses colonies, il m'a paru que l'évènement le plus désirable pour l'intérêt des deux couronnes, seroit que l'Angleterre surmontât la résistance de ses colonies, et les forçât à se soumettre à son joug, parce que si les colonies n'étoient subjuguées que par la ruine de toutes leurs ressources, l'Angleterre perdroit l'avantage qu'elle en a retiré jusqu'ici, soit pendant la paix, par l'accroissement de son commerce, soit pendant la guerre, par l'usage qu'elle pouvoit faire de leurs forces. Si, au contraire, les colonies vaincues conservent leurs richesses et leur population, elles conserveront le courage et le desir de l'indépendance, et forceront l'Angleterre d'employer une partie de ses forces à les empêcher de se soulever de nouveau.

La supposition de la séparation absolue des colonies et de la métropole, me paroît infiniment probable : il en résultera, lorque l'indépendance des colonies sera entière et reconnue par les Anglois même, une révolution totale dans les rapports de politique et de commerce entre l'Europe et l'Amérique; et je crois fermement que toutes les métropoles seront forcées d'abandonner tout empire sur leurs colonies, de leur laisser une entière liberté de commerce avec toutes les nations, de se contenter de partager avec les autres cette liberté, et de conserver avec leurs colonies les liens de l'amitié et de la fraternité.

Si c'est un mal, je crois qu'il n'existe aucun moyen de l'empêcher ; que le seul parti à prendre, sera de se soumettre à la nécessité absolue, et de s'en consoler. J'ai développé quelques motifs de consolation, tirés d'une appréciation de l'avantage des colonies pour les métropoles, un peu plus basse que celle qu'on adopte communément.

J'ai aussi observé que, dans ce cas, il y auroit un très-grand danger pour les puissances qui s'obstineroient à résister au cours des évènemens; qu'après s'être ruinées par des efforts au-dessus de leurs moyens, elles verroient leurs colonies leur échapper également, et

devenir leurs ennemies, au lieu de rester leurs alliées.

J'ai appuyé en particulier sur l'importance dont il est que l'Espagne fixe, dès-à-présent, ses réflexions sur la possibilité de cet évènement, et se familiarise d'avance avec l'idée d'un changement total de systéme dans l'administration de son commerce, et dans ses rapports avec ses colonies.

Une réconciliation, et sur-tout une réconciliation prompte entre l'Angleterre et l'Amérique, me paroît le seul cas où les deux couronnes soient menacées d'un danger prochain.

I I I.

Dans l'examen de ce danger, j'ai observé qu'il étoit double, qu'il pouvoit venir de l'angleterre ou de l'Espagne.

Du côté de l'Angleterre, M. le comte de Vergennes me paroît persuadé que le ministère actuel n'a aucunes vues hostiles. Je le pense comme lui.

Je pense qu'un nouveau ministère ne commenceroit la guerre qu'après avoir consommé l'ouvrage de la pacification de l'Amérique.

Je crois pouvoir en conclure, que nous ne serons point inquiétés dans le courant de cette année.

J'ai rappellé les saisons différentes où nos matelots et ceux de l'Angleterre sont tour-à-tour exposés à être enlevés par la puissance rivale. J'ai observé que cette marche régulière et annuelle déterminoit les époques que l'Angleterre choisit pour commencer les hostilités, et qu'elle nous fournissoit des moyens de découvrir ses vues, par les précautions qu'elle prend alors.

Par rapport à l'Espagne, j'ai dit qu'on pouvoit craindre de sa part la confiance trop grande en ses forces, l'antipathie contre la puissance angloise, le juste ressentiment que conserve le Roi catholique des procédés de cette puissance à son égard, et les obstacles que ces dispositions mettroient la conciliation, s'il survenoit quelque dispute ou quelque voie de fait entre les commandans espagnols et anglois.

J'ai dit enfin qu'il étoit également important de n'être pas surpris par l'Angleterre, et de n'être pas entraîné par l'ardeur qu'on peut supposer à l'Espagne, et j'ai insisté sur la nécessité de faire naître et de maintenir entre les deux cours une confiance sans réserve.

I I I.

Sur l'objet des mesures à prendre par les deux couronnes, pour prévenir les dangers qui peuvent les menacer, ma façon de penser est exactement la même que celle de M. le comte de Vergennes, sur la nécessité de rejetter tout plan d'aggression de notre part.

D'abord par les raisons morales, si conformes à la façon de penser connue des deux monarques;

En second lieu, à cause de l'état où le Roi a trouvé, et ses finances, et ses forces de terre et de mer, du besoin qu'il a de tems pour régénérer toutes ces branches de sa puissance, et du danger d'éterniser notre foiblesse, en faisant de nos forces un usage prèmaturé;

En troisième lieu, par la raison décisive qu'une guerre offensive de notre part réconcilieroit la métropole avec les colonies, en donnant au ministère un prétexte de céder et aux colons un motif de se prêter à ses propositions, pour se donner le tems de consolider et de mûrir leurs projets, et de multiplier leurs moyens.

J'ai discuté ensuite l'idée qu'on pourroit avoir d'envoyer, sans vues hostiles, des troupes

de terre et des escadres dans nos colonies, pour les mettre en défense et à l'abri de l'envahissement. Je me suis attaché à prouver que ce plan devroit être rejetté, comme ruineux, insuffisant et dangereux ;

Comme ruineux, parce que la dépense qu'il entraîneroit, et qu'il faudroit continuer aussi long-tems que dureroient nos craintes, étant ajoutée au *déficit* actuel de la finance, en rendroit le rétablissement impossible ; parce qu'elle deviendroit peut-être plus embarrassante pour ce département, que le projet même de la guerre : la nécessité autorisant, en tems de guerre, l'usage des moyens extraordinaires, qui, en tems de paix, deviendroient odieux, et porteroient le dernier coup à la confiance publique ;

Comme insuffisant, parce que l'Angleterre n'entreprendroit pas d'attaquer les deux couronnes en Amérique, sans y envoyer des escadres supérieures aux nôtres, et que cette puissance ayant en Amérique au moins trente mille hommes, qu'elle peut, dans la supposition, porter sur tel point d'attaque qu'elle voudra choisir, il est impossible que des forces, même beaucoup plus nombreuses que celles que nous pouvons envoyer, étant partagées entre tous les points menacés, soient, dans

aucun cas, en état de résister à une armée aussi nombreuse.

Comme dangereux, parce qu'il forceroit le ministère anglois non-seulement à envoyer, de son côté, en Amérique, des escadres au moins équivalentes, mais encore à se préparer à la guerre dans tous les points de la puissance britannique; parce que cette apparence de guerre auroit vraisemblablement le même effet que la guerre elle-même, d'amener les deux partis à la réconciliation, et de provoquer le danger que nous voulons éviter; enfin, parce que l'exécution de ce plan augmenteroit la confiance de l'Espagne, et nous exposeroit à être entraînés malgré nous dans la guerre.

J'ai conclu qu'il falloit se borner à des précautions moins chères et moins approchantes de l'état d'hostilité. Ces précautions se réduisent à ceci :

1°. Observer attentivement tout ce qui peut nous avertir des approches du danger;

Observer aux attérages de nos isles et aux entrées du golfe du Mexique. C'est l'objet des croisières, dont parle la lettre de M. le marquis de Grimaldy, et des ordres qui seront donnés aussi, en conformité, aux bâtimens que nous avons dans ces parages. Se procurer des informations fréquentes de ce qui se passe sur le banc de Terre-Neuve;

Observer en Angleterre l'état des troupes, des armemens, la situation du crédit public, celle du ministère;

Chercher à connoître ce qui se passe dans les colonies angloises, en évitant cependant tout ce qui pourroit faire penser que nous y ayons aucun agent direct et caractérisé.

2°. Faciliter aux colons les moyens de se procurer, par la voie du commerce, les munitions et même l'argent dont ils ont besoin, mais sans sortir de la neutralité et sans leur donner des secours directs.

3°. Rétablir sans éclat nos forces maritimes, remplir nos magasins, réparer nos vaisseaux, nous mettre en état d'armer promptement, lorsqu'il en sera besoin, une escadre à Toulon, et successivement une à Brest, pendant que l'Espagne en armeroit une au Ferrol.

4°. Dans le cas où nous aurions des motifs fondés de craindre un danger plus éminent, armer effectivement ces escadres, mais sans les faire sortir.

5°. Dans le cas où tout se disposeroit à une guerre prochaine, rassembler des troupes nombreuses sur les côtes de l'Océan, et tout disposer pour une expédition en Angleterre, afin d'obliger cette puissance à recueillir ses forces, profiter du moment pour envoyer des troupes

et des vaisseaux, soit dans nos colonies, si on le jugeoit nécessaire, soit dans l'Inde, où nous nous serions préparés d'avance des moyens, d'un côté, en pratiquant des liaisons avec les naturels du pays, de l'autre, en perfectionnant l'établissement de nos isles de France et de Bourbon.

Comme une partie de ces précautions même entraîneroit encore des dépenses assez considérables, je crois essentiel de ne rien précipiter, sur-tout relativement aux deux dernières, si ce n'est lorsque nous aurions lieu de croire, par la conduite de l'Angleterre, que cette puissance songe véritablement à nous attaquer.

Je ne puis terminer ce Mémoire sans faire une observation que je crois très-importante, sur la manière dont nous devons nous concerter avec la cour d'Espagne. Nul doute que les intérêts étant communs, la confiance ne doive être entière, et toutes les mesures prises de concert.

Mais il n'y a que trop lieu de craindre que l'Angleterre n'ait dans les bureaux des ministres d'Espagne des intelligences qui lui donnent avis de beaucoup de secrets importans; c'est un danger contre lequel on doit être en garde dans les communications qu'on doit faire à l'Espagne. Certainement la communication de tout ce

qui, en annonçant la ferme résolution des deux Rois de maintenir la paix, indique l'usage des moyens propres à menacer l'Angleterre directement, ne peut nuire, même quand le ministère britannique en auroit connoissance. Mais tout ce qui tiendroit à des entreprises sur Minorque ou sur Gibraltar, à des mesures combinées pour porter des forces dans les Indes, ne peut être confié, sans danger, qu'au Roi d'Espagne et à M. de Grimaldy, pour lui seul.

6 Avril 1776.

69-40
Thomas-S
8-5-68

E791
T937m